



COMMUNIQUE DE PRESSE DE LA FEDERATION DES TRAVAILLEURS DE LA METALLURGIE CGT

Twingo électrique : Renault fabrique à bas coût en Europe de l'Est avec l'ingénierie chinoise !

Le retour de la Twingo 100 % électrique à de 20 000 € est présentée par Renault comme une réussite populaire et écologique. Mais derrière les effets d'annonce, la réalité industrielle et sociale est tout autre.

Une conception chinoise, une production délocalisée !

Cette nouvelle Twingo a été développée en un temps record avec l'aide de l'ingénierie chinoise du centre ACDC (Advanced China Development Centre) à Shanghai.

Près de 45 % des pièces proviendront de Chine, et l'assemblage sera effectué en Slovénie, à Novo Mesto.

Renault se félicite d'avoir conçu un modèle électrique "accessible", mais près de la moitié de la valeur du véhicule échappera à la filière française. Les sous-traitants et les salariés de nos territoires n'en verront pas la couleur.

Une stratégie contre l'emploi et les savoir-faire !

Cette politique de "compétitivité" fragilise les centres R&D français et les emplois industriels. En imposant une concurrence permanente entre les sites et les pays, Renault accroît la pression sur les coûts : cadences, flexibilité, précarité et suppressions d'emplois.

Pourtant, Renault bénéficie massivement d'aides publiques. En 2023, Jean-Dominique Senard, président du conseil d'administration, a reconnu que le groupe avait perçu près de 250 millions d'euros :

- **134 M€ de crédit d'impôt recherche (CIR)**
- **60 M€ via le programme France 2030**
- **25 M€ d'aides à l'emploi**
- **9 M€ d'aides régionales**
- **et 4 M€ d'allègements fiscaux**

Pendant ce temps, la production en France recule, les PSE se multiplient et les sous-traitants ferment. Les aides de l'État financent la délocalisation au lieu de soutenir l'emploi local.

Au Japon, Renault prouve que produire localement est possible !

L'exemple du Japon est révélateur : Renault et son partenaire Nissan y fabriquent des petites voitures thermiques et électriques (Kei cars), vendues autour de 17 000 €.

Ces véhicules sont entièrement conçus et produits sur place, dans un pays où le niveau de vie et les salaires sont comparables à ceux de la France.

Alors pourquoi serait-il possible de produire à prix raisonnable au Japon, mais pas en France ?

Le problème n'est pas le coût du travail, mais les choix industriels et politiques. Renault préfère assembler la Twingo en Slovénie, où les salaires et les cotisations sociales sont plus faibles.

C'est une délocalisation déguisée, pas une nécessité économique.

Pour la CGT, produire en France est un choix politique

La France dispose de savoir-faire, d'usines et de salariés qualifiés. Ce qu'il manque, c'est la volonté industrielle et le courage politique. Pendant que Renault encaisse les aides publiques, elle produit de moins en moins dans l'Hexagone.

Produire en France, c'est possible.

Mais il faut en finir avec la logique financière de court terme et remettre l'emploi, les salaires et la transition industrielle au cœur des priorités.

La CGT revendique :

- **Que les aides publiques soient conditionnées au maintien de l'emploi et de la production en France.**
- **Que Renault et Stellantis produisent à nouveau de petits véhicules sur notre territoire.**
- **Que les travailleurs soient associés aux décisions industrielles.**
- **Que la proposition de loi "donneurs d'ordres – sous-traitants" issue des GM&S soit enfin débattue à l'Assemblée nationale.**
- **Que les besoins de la population et les conditions de travail priment sur les profits financiers, notamment par la mise en place de la semaine de 32 heures.**

Montreuil, le 17 novembre 2025